

PARIS, le 18 Juillet 1972

DECLARATION DE M. Jacques SOUSTELLE
PRESIDENT DE "PROGRES ET LIBERTE" 57

=====

La formation d'un nouveau gouvernement et la signature du pacte socialo-communiste, motivées l'une et l'autre par la préparation des élections législatives, n'apportent ni l'une ni l'autre aucune ébauche de solution aux problèmes réels qui préoccupent l'opinion.

Ces problèmes sont notamment ceux que posent la poursuite de l'expansion, l'équipement économique et social du pays, la lutte contre l'inflation et la hausse des prix, une plus juste répartition des ressources et des charges, la sauvegarde des libertés, la construction de l'Europe, le maintien de la paix.

A qui fera-t-on croire qu'ils puissent être résolus par le sectarisme partisan qui se durcit autour d'une prétendue "orthodoxie", ou par la démagogie électorale qui feint d'unir, le temps d'un scrutin, les adeptes de l'Etat totalitaire et les démocrates d'inspiration socialiste ?

A une France vivante et jeune qui veut travailler et grandir dans la liberté, quelles perspectives ouvre-t-on ? Ou bien la morne continuation d'un passé entaché de gaspillages, parfois même d'affairisme, ou bien l'aventure dans laquelle une expérience communisante précipiterait le pays en ruinant son économie. Alors que s'impose un effort d'imagination et de renouveau, l'U. D. R. et le parti communiste, rivaux dans la course au pouvoir mais étrangement complices quant aux grandes options de politique extérieure, n'ont à offrir que des slogans usés et des thèmes de propagande irréels.

En s'efforçant de polariser la vie politique française et d'éliminer tout ce qui n'est pas assujéti à l'un ou à l'autre des deux conformismes opposés, les ultras de l'U. D. R. et les doctrinaires marxistes mettent en danger la démocratie elle-même.

Tandis que les fautes de l'U. D. R. font le jeu du communisme en rejetant vers lui les mécontents, la menace du communisme sert d'épouvantail et d'alibi à l'U. D. R. Se renforçant mutuellement, les deux extrêmes tendent à déchirer le pays comme s'il n'existait pas d'autre issue que la domination de l'un ou de l'autre.

On feint d'oublier que, le 15 Juin 1969, près de huit millions de voix, soit plus de 42 % des suffrages, s'étaient portés sur le candidat centriste à la

.../...

Présidence de la République. Il est évident, d'autre part, que la majorité qui a élu l'actuel Président ne s'identifie pas au seul électorat de l'U. D. R.

Les Françaises et les Français qui rejettent les extrêmes représentent incontestablement une force réelle dans notre pays. D'où vient alors que leur voix ne se fasse que faiblement entendre ?

Il y a, certes, le système électoral qui favorise abusivement l'actuelle majorité. Il y a aussi le mauvais vouloir et l'obstruction systématique dont les moyens officiels de radiodiffusion font preuve à l'égard de l'opposition non-communiste. Mais l'essentiel n'est pas là.

C'est la division des formations démocratiques et nationales qui explique leur affaiblissement.

Cette division n'est pas justifiée par des divergences idéologiques, car les prises de position de ces mouvements sont très voisines sinon identiques. Elle est encore moins admissible en ce qui concerne la tactique électorale, puisque la multiplicité des candidatures conduit nécessairement à l'échec.

Tout commande par conséquent aux dirigeants de ces formations de se concerter sans délai, sans préalable et sans exclusive. Je leur adresse, quant à moi, un appel pressant à l'entente et à l'union.

Le but est clair : il s'agit de faire en sorte que, dans chaque circonscription, ne se présente contre les candidats de l'U. D. R. et du parti communiste qu'un seul candidat de l'opposition démocratique et nationale, investi par l'ensemble des formations associées et portant le drapeau de cet ensemble.

Le moyen est évident ; réunir une table ronde qui, sans se perdre en discussions byzantines, définisse les quelques principes d'une action commune, dans le cadre des institutions républicaines, en vue des élections législatives.

Progrès dans la liberté, changement sans bouleversement, sécurité dans l'indépendance, sont les enjeux de la compétition. Le pays jugerait sévèrement ceux qui, en faisant échouer le rassemblement nécessaire, porteraient la responsabilité soit de la stagnation soit de l'aventure.